

Ateliers – débats 2019

Samedi 18 mai 2019

Les communs au prisme des "droits de la nature"

Humains et non-humains : vers de nouveaux agencements socio-écologiques

à la Maison du Libre et des Communs – Paris

226 rue Saint-Denis, 75002 Paris (M° Strasbourg Saint Denis)

de 15 h à 18 h 30 - accueil à partir de 14 h 30

Entrée libre et gratuite (dans la limite des places disponibles)

Inscription : <https://framaforms.org/universite-du-bien-commun-a-paris-ateliers-et-debats-1556008246>

Session proposée par *Sylvia Fredriksson*,
animée par *Sylvia Fredriksson et Nicolas Loubet*.

De la Nouvelle-Zélande à l'Inde, nous assistons ces dernières années à une multiplication des dynamiques visant à doter les forêts, rivières et montagnes de droits opposables devant les tribunaux pour les protéger face aux tentatives d'appropriation et d'exploitation abusives. En Bolivie ou en Equateur, ces « droits de la nature » sont inscrits depuis 10 ans déjà dans les constitutions, en lien avec la figure de la Terre Mère (Pacha Mama) et la notion de Buen Vivir (Bien Vivre). L'ampleur de ce mouvement dépasse les seuls pays du Sud, puisque plusieurs villes aux Etats-Unis ont d'ores et déjà adopté des régulations basées sur la reconnaissance des droits de la nature, en écho à des revendications formulées dès les années 70.

Les finalités poursuivies par ce mouvement semblent proches de celles qui se trouvent au fondement des Communs et des luttes séculaires menées aux quatre coins du Globe contre les phénomènes « d'enclosure ». On peut songer aux mouvements agissant pour la reconnaissance de l'eau comme bien commun, à des initiatives visant à instituer des forêts ou des bassins versants comme des Communs ou aux combats des paysans pour la préservation des droits d'usage sur les semences traditionnelles. En France, le terme est récemment réapparu à Notre-Dame-des-Landes, dont les habitants ont revendiqué la qualité de « Laboratoire des Communs » pour légitimer la poursuite de l'occupation au-delà de l'abandon du projet d'aéroport. Une tentative est d'ailleurs toujours en cours pour racheter une partie des terres de la ZAD afin de les ériger en propriété collective et poursuivre la « pratique des Communs » sur ce territoire. La connexion avec les « droits de la nature » est ici évidente et elle s'exprime par exemple dans le célèbre mot d'ordre des Zadistes de Notre-Dame-des-Landes, qui en porte la trace : « Nous ne défendons pas la Nature ; nous sommes la Nature qui se défend ».

Si le monde académique et la sphère militante se sont emparés des Communs pour porter de nombreuses revendications en matière d'écologie, les analyses croisant explicitement la thématique des Communs avec celle des « droits de la nature » sont encore assez rares, alors même que leur mise en relation fait surgir des questions importantes.

Cette rencontre propose donc de mettre en perspective les théories des communs au prisme de l'émergence des « droits de la nature » et de débattre des leviers actionnables pour faire commun "avec" les êtres bio-physiques avec lesquels nous cohabitons.

Programme

15 h - Introduction : Écrire les communs. Éthique des fins, éthique des moyens.
par **Sylvia Fredriksson**

15 h 30 - 1ère partie : Revisiter les théories des communs, mises en débat par l'anthropocène et l'émergence des « droits de la nature »

Quelles sont les forces et les limites des théories des communs dont nous héritons pour penser les droits de la nature ? Quels en sont les implicites et les alternatives ?

Interventions de **Lionel Maurel, Alexandre Monnin**

Modération et documentation **Nicolas Loubet et Sylvia Fredriksson**

Débat avec le public

Pause

17 h - 2ème partie : Les communs en action(s) vers de nouveaux agencements socio-écologiques

Comment revisiter les formes de propriété consubstantielles aux dynamiques d'appropriation de la nature ? De quelles institutions avons-nous besoin pour accueillir ces nouvelles approches des communs ? Quelles sont les formes institutionnelles compatibles avec ces nouvelles ontologies relationnelles ? Quelles perspectives d'implantation des droits des non-humains dans nos systèmes juridiques ?

Interventions de **Lionel Maurel, Alexandre Monnin**

Modération et documentation **Nicolas Loubet et Sylvia Fredriksson**

Débat avec le public

18 h 15 - Conclusion et perspectives

Intervenants

Alexandre Monnin - Directeur Scientifique d'Origens Media Lab, Enseignant-Chercheur en école de management et Président de l'association Adrastia. Docteur en philosophie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sa thèse a porté sur la philosophie du Web. Sa recherche porte sur les enjeux ontologiques du Web et du Web sémantique, l'Anthropocène et la fin du numérique ou encore la question de la coopération et des communs.

Lionel Maurel - Juriste de formation et conservateur de bibliothèques, en poste à l'Institut National des Sciences Humaines et Sociales (INSHS) du CNRS, où il occupe les fonctions de directeur adjoint scientifique en charge des questions d'information scientifique et technique (IST). Auteur du blog S.I.Lex depuis 2009, il est spécialisé dans les questions de propriété intellectuelle et de droit du numérique. Ses champs de recherche couvrent la propriété intellectuelle (principalement le droit d'auteur), le droit de l'Internet et le droit de l'information, le droit de la culture, les licences libres et la culture libre, l'édition numérique, l'Open Access, l'Open Data, la protection des données personnelles et de la vie privée, la questions des Communs. Lionel Maurel est membre du Comité de la prospective de la CNIL, du Comité Scientifique et Technique du CCSD et du Comité pour la Science Ouverte. Co-fondateur du collectif SavoirsCom1 dédié aux politiques publiques des Communs de la connaissance, il est également membre fondateur de la Quadrature du Net, association de défense des libertés dans l'environnement numérique.

Nicolas Loubet - Chercheur en géosciences de formation, autodidacte des pratiques numériques et actif dans des communautés contributives depuis 2009. Il est actuellement enseignant-chercheur et concepteur de programmes de recherche (DAISEE) pour la coopérative Oxamyne (Oxalis & La MYNE). Il a cofondé les sociétés Umaps, Bluenod et co-animé le média social Knowttx.

Sylvia Fredriksson - Designer et chercheur, ses travaux portent sur les relations entre design, technique et politique. Elle contribue aux travaux de plusieurs collectifs (SavoirCom1, Remix The Commons, Open Knowledge Foundation) entourant la question des communs.